

BUDGET RECTIFICATIF 2020 N°1
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 05/11/2020

Note de présentation

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	3
PRESENTATION GENERALE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES	4
AUTORISATIONS BUDGETAIRES	5
A - Les reports de crédits sur opérations pluriannuelles se poursuivant en 2020	5
B - Actualisation et ajustement des autorisations budgétaires	6
SOLDE BUDGETAIRE	8
L'EQUILIBRE FINANCIER	8
LA TRESORERIE	8
SOUTENABILITE BUDGETAIRE	9
SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE	11

Lexique :

BI : Budget initial

BR : Budget rectificatif

GBCP : décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

AE : Autorisations d'engagement

CP : Crédits de paiement

AR : Autorisations de recettes

RE : Recettes encaissables

SCSP : Subvention pour charges de service public

INTRODUCTION

Le présent budget rectificatif est le premier de l'exercice 2020. Il vient actualiser d'une part, le budget initial 2020 voté en Conseil d'Administration le 12 décembre 2019 et d'autre part, le report des crédits sur conventions présenté pour information au Conseil d'administration du 13 mars 2020.

Il s'inscrit dans une trajectoire classique en termes d'opérations et d'actualisation en cours d'exercice.

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2019, l'établissement présente un résultat bénéficiaire s'élevant à près de 2 M€, contre un bénéfice de 0,7 M€ pour l'exercice précédent, soit en augmentation de 1,3 M€.

Le fonds de roulement est en diminution (-1,9 M€) et atteint 13,5 M€ au 31/12/2019. Il représente l'équivalent de 41 jours de dépenses courantes (personnel et fonctionnement).

Le besoin en fonds de roulement est positif depuis 2019 il s'élève 4,4 M€. La trésorerie est en nette diminution en 2019 (-7,8 M€) et atteint à 9,1 M€ au 31/12/2019. Ce niveau de trésorerie représente 28 jours de charges décaissables.

Ce budget rectificatif a pour objet d'apporter des modifications aux ouvertures de crédits du budget initial. Cela concerne

- Report des crédits 2019 sur conventions
- Ajustement des recettes (SCSP, FC...)
- Régularisation d'ouverture des conventions
- Transferts de masse
- Prélèvement sur le fonds de roulement

> Opérations pluriannuelles se poursuivant

Le conseil d'administration du 13 mars 2020 avait déjà intégré les reports sur conventions (articles 184 et 185 du décret GBCP) qui n'ont pu faire l'objet d'une déprogrammation 2019 et d'une reprogrammation 2020.

L'ensemble des opérations pluriannuelles (ouvertes sur l'exercice et antérieurement) fait l'objet d'un suivi régulier pour lesquels sont comptabilisées en cours d'année des écritures de déprogrammation (depuis N vers N+1 et suivantes) et de reprogrammation (depuis N+1 et suivantes vers N).

Le dernier budget rectificatif de l'année, concomitant au budget initial N+1 (présentation au CA de décembre 2020), intégrera les dernières écritures de déprogrammation/reprogrammation (depuis N vers N+1) afin que les crédits sur les opérations se poursuivant en 2021 puissent être exécutés dès le début d'année prochaine.

PRESENTATION GENERALE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

En K€	BI 2020		BR 1 2020		VAR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	104 498	104 498	105 279	105 279	781	781
Fonctionnement	25 337	28 969	24 887	24 377	-450	-4 591
Investissement	19 450	33 182	18 626	30 208	-824	-2 974
TOTAUX	149 285	166 649	148 792	159 864	-493	-6 785
Recettes		162 770		155 153		-7 617
Solde budgétaire		-3 879		-4 711		-832

Ce BR comprend les mouvements de crédits se détaillant comme suit :

- DEPENSES : une diminution de 493 K€ d'AE et de 6 785 K€ de CP
- RECETTES : une diminution de 7 617 K€ en RE

et présente ainsi une variation du solde budgétaire déficitaire de 832 K€.

Le budget de l'établissement (BI + BR1) se décompose désormais comme suit :

- DEPENSES : 148 791 K€ d'AE ; 159 864 K€ de CP
- RECETTES : 155 153 K€ de RE

et présente ainsi un solde budgétaire déficitaire de -4 711 K€ (contre -3 789 K€ au BI).

Ce budget rectificatif ajuste ainsi la situation patrimoniale prévisionnelle et l'évolution des indicateurs financiers comme suit :

- le résultat comptable présenterait un déficit de 2 455 K€ (soit une dégradation de 2 505 K€)
- la capacité d'autofinancement s'élèverait à - 955 K€ (même dégradation)
- le fonds de roulement s'établit à 11 621 K€, ce niveau représenterait l'équivalent de 35 jours de dépenses courantes en personnel et fonctionnement (contre 37 jours au BI).

AUTORISATIONS BUDGETAIRES

A - Les reports de crédits sur opérations pluriannuelles se poursuivant en 2020

En K€	BI 2020		Report crédit sur conv		VAR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	104 498	104 498	104 545	104 545	47	47
Fonctionnement	25 337	28 969	26 799	29 741	1 462	773
Investissement	19 450	33 182	19 553	33 676	103	493
TOTAUX	149 285	166 649	150 897	167 962	1 612	1 313
Recettes		162 770		164 082	0	1 313
Solde budgétaire		-3 879		-3 879		0

Les opérations relatives aux opérations pluriannuelles (contrats d'enseignement, conventions de recherche) peuvent être effectuées :

- Au titre de la déprogrammation : soit en cours d'année (au fil de l'eau de la connaissance d'une exécution dont le calendrier est décalé ou prolongé) soit en fin d'année ou début d'année suivante. Cela se matérialise par une diminution des crédits budgétaires (dépenses et recettes) à présenter/intégrer lors d'un dernier budget rectificatif ou au plus tard lors du compte financier. Cette opération ne présente pas d'impact comptable (résultat nul) mais uniquement budgétaire (portage financier : excédent ou déficit temporaire de trésorerie)
- Au titre de la reprogrammation : soit dès le début d'année ou bien au cours du premier trimestre (avant le compte financier). Cela se matérialise par une augmentation des crédits budgétaires (dépenses et recettes) à présenter/intégrer lors du budget initial au plus tôt ou lors du premier budget rectificatif. Cette opération ne présente pas d'impact comptable (résultat nul) mais uniquement budgétaire (portage financier : excédent ou déficit temporaire de trésorerie)

Conformément à la réglementation, les écritures de déprogrammation/reprogrammation résultent d'une gestion pluriannuelle des programmes pluriannuels d'investissement, contrats de recherche, contrats d'enseignement ou contrats de formation continue. Les écritures de reports s'y rattachant sont déjà comptabilisées et leur présentation/intégration s'effectue au premier budget rectificatif.

Pour le présent BR, l'intégration de cette reprogrammation des opérations pluriannuelles ouvertes en 2019 (et antérieurement) se poursuivant à minima sur 2020 présente les impacts suivants :

- Comptabilité patrimoniale : le résultat comptable est nul au titre de ces opérations (principe de comptabilisation à l'avancement). Le compte de résultat et la situation patrimoniale comprennent un volume équilibré au titre de l'exécution prévisionnelle sur l'année (charges = produits, investissements = subventions) ;
- Comptabilité budgétaire : le solde budgétaire pour ces opérations est nul (CP = RE).

Les reports de crédit sur convention ont générés les mouvements de crédits suivants :

- DEPENSES : une augmentation d'AE de 1 612 K€ et de 1 313 K€ de CP
- RECETTES : une augmentation de 1 313 K€ en RE

B - Actualisation et ajustement des autorisations budgétaires

CENTRE FINANCIER EN K€	Fonctionnement		Investissement		Personnel		TOTAL AE	TOTAL CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
Activités transversales	-2 145	-5 597	-1 632	-3 573	-460	-460	-4 237	-9 630
Administration de L'UR	200	200					200	200
DTPi			705	106			705	106
Masse salariale					1 168	1 168	1 168	1 168
IUT	1	1			71	71	72	72
Ecole Supérieur	4	4			-4	-4	0	0
Maison des langues	-7	-7			-6	-6	-13	-13
Faculté des ST	35	35			-35	-35	0	0
TOTAL GENERAL	-1 913	-5 364	-927	-3 467	734	734	-2 105	-8 097

A noter que ce budget rectificatif intègre un ajustement des enveloppes techniques (changements de masse, crédits à ouvrir sur recettes affectées) portant sur les enveloppes de dépenses de personnel et de fonctionnement. Il concerne les composantes ESIROI et UFR ST pour un montant de 38 K€ pour la mise en paiement des factures de prestation d'heures complémentaires en AE comme en CP. Les mouvements de crédits s'y rattachant ne font pas l'objet de développement dans les paragraphes suivants car ils ne présentent aucun impact en trésorerie ou en comptabilité générale.

Par ailleurs, ce BR1 poursuit l'objectif de réduire des enveloppes qui ont été positionnés en recettes comme en dépenses sur le centre financier « provision » pour anticiper la ventilation d'ouverture des crédits dès réception de la notification ou de la convention.

1) **Ajustement du tableau d'emplois :**

Sans objet.

2) **Ajustements sur enveloppe personnel**

La subvention pour charge de service public varie de + 1 167 K€ par rapport aux prévisions du BI. Ces autorisations budgétaires supplémentaire sont intégralement affectées à la masse salariale.

Au sein de l'IUT 71 K€ sont inscrit en AE comme en CP suite à la régularisation des recettes de formation continue inscrite au budget initial par rapport aux inscriptions constatées en 2020.

3) **Ajustements sur enveloppe de fonctionnement et d'investissement :**

Un prélèvement sur fonds de roulement est prévu lors de ce BR1 pour un montant de 905 K€ :

- Pour l'enveloppe investissement, une inscription complémentaire sous forme de prélèvement sur fonds de roulement de 705 K€ en AE et de 106 K€ en CP sera annotée au budget. Ce prélèvement est indispensable pour financer la rénovation énergétique et les dépenses de GER (gros entretien et renouvellement) de l'Université de la Réunion dans le cadre du SPSI. Cette ouverture de crédit va permettre de faire l'avance de fonds pour démarrer le projet dont le montant total est de 8 millions d'euros.

- Pour l'enveloppe fonctionnement, les services centraux se voient attribuer un montant de 200 K€ pour faire face aux imprévus liés à la crise COVID jusqu'à la fin d'exercice.

Enfin, la maison des langues a fait face à de nombreuses annulations et demandes de remboursement à la suite du confinement. Le réajustement du niveau de recettes prévisionnel donne lieu à une réduction de 13 K€ en AE comme en CP (7 K€ en fonctionnement, 6 K€ en personnel).

4) Ajustement des Recettes

Le tableau des recettes décrit une diminution de 7 617 K€ par rapport au BI 2020.

Il est à noter que la subvention pour charge de service public varie de + 1 167 K€ par rapport aux prévisions du BI. Cette dernière s'élève à 103 911 K€. Cette subvention est un paramètre significatif de l'équilibre budgétaire.

Enfin ce BR1 poursuit l'objectif de réduire des enveloppes qui ont été positionnés en recettes comme en dépenses sur le centre financier « provision » pour anticiper la ventilation d'ouverture des crédits dès réception de la notification ou de la convention.

a) Les recettes globalisées

Elles sont de 129 030 K€ en diminution de 4 291 K€. Les principales variations se déclinent ainsi par origine :

- Subventions pour charges de services public : + 1 167 K€
- Autres financements publics : - 3 443 K€
- Recettes propres : - 2 023 K€

La réduction de ces derniers postes s'explique en partie par la crise du COVID et par la régularisation en fin d'exercice de l'exécution réelle des projets et conventions.

Les recettes globalisées (Droits d'inscription, Taxe d'apprentissage...) ne varient que très faiblement par rapport à la prévision.

b) Les recettes fléchées

Elles sont de 26 122 K€ en diminution de 3 324 K€. Elles concernent les projets de recherche dont l'UR n'a pas obtenu les subventions.

SOLDE BUDGETAIRE

L'ensemble de ces opérations (crédits de paiement et prévisions de recettes) présentent une variation déficitaire du solde budgétaire de 831 K€ portant le solde budgétaire prévisionnel pour l'exercice 2020 à un montant déficitaire à 4 711 K€.

Pour rappel, le solde budgétaire prévisionnel correspond à la différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (CP). En mode GBCP, une dépense est budgétaire au moment du décaissement (et non au moment de l'engagement). Une recette est budgétaire au moment de l'encaissement (rapprochement avec la facture et non au moment de l'émission de la facture).

L'EQUILIBRE FINANCIER

Cf. Tableaux de l'équilibre financier au titre du budgets initial.

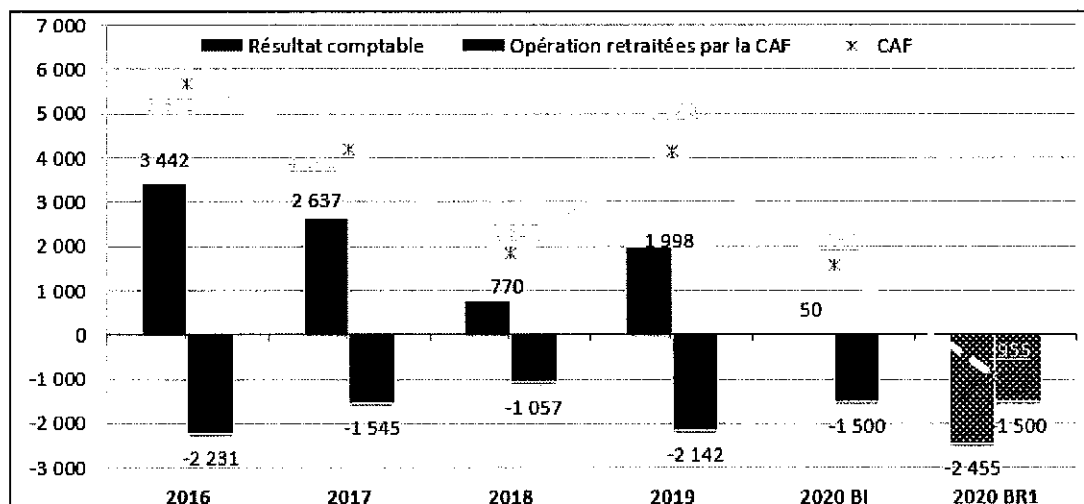
L'équilibre financier est un élément important de la soutenabilité du budget.

La variation prévisionnelle de trésorerie, actualisée par le présent budget rectificatif, est de -4,609 M€ portant le niveau de trésorerie prévisionnel à 4,478 M€.

SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître une perte de 2 455 K€.

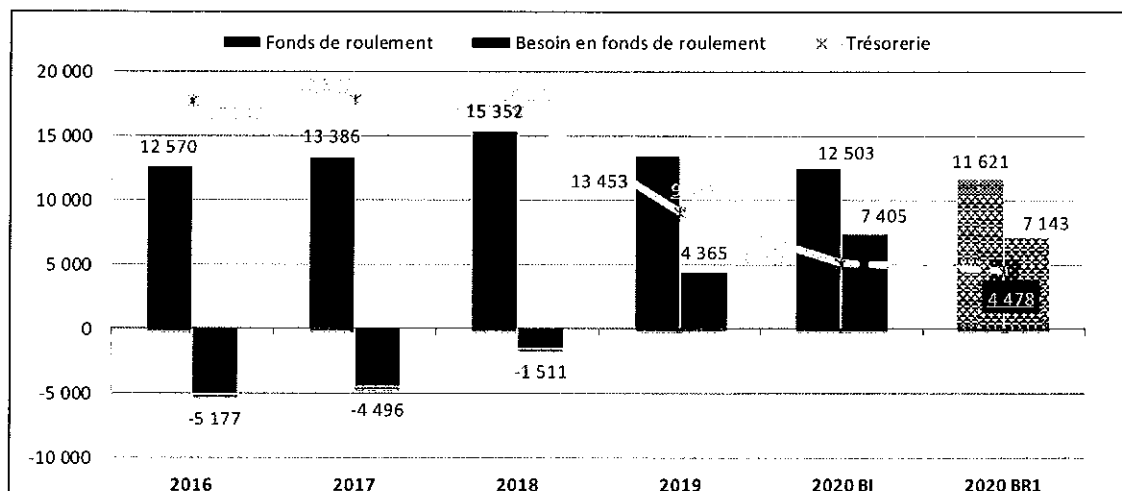
Evolution des indicateurs financiers (RTAT, CAF)



Après retraitement des opérations non budgétaires d'amortissement des immobilisations et de reprise des subventions d'investissement, l'établissement affiche une insuffisance d'autofinancement prévisionnelle de 955 K€, soit une dégradation de 2 505 K€ par rapport au BI.

Compte tenu du montant prévisionnel des investissements et du montant prévisionnel des recettes (recettes prévisionnelles encaissées), l'exercice 2020 se solderait par une diminution du fonds de roulement de 1 832 K€.

Evolution des indicateurs financiers (FDR, BFR, TRESO)



L'Université de La Réunion présenterait à la clôture de l'exercice 2020 un solde de trésorerie ajusté à 4 478 K€, couvrant ainsi 14 jours de fonctionnement courant (base dépenses 2020 d'exploitation fonctionnement et personnel).

SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Cf. Tableau de synthèse budgétaire et comptable présentant l'articulation entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale (T10)

Agrégats de la comptabilité générale

Les éléments concernés dans ce tableau (fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, trésorerie, résultat comptable, CAF) ont fait l'objet de développements dans les paragraphes précédents.

Agrégats de la comptabilité budgétaire

Les éléments concernés dans ce tableau sont le solde budgétaire, point développé dans un paragraphe précédent, et les restes à payer.

Les restes à payer se déterminent par la différence entre les AE consommées (par des engagements juridiques) et les CP consommés (paiements des factures). Le suivi du niveau des engagements pris par l'université est un élément clé de contrôle de soutenabilité à moyen terme.

Pour rappel, le cadre réglementaire indique que les AE et les CP sont identiques (programmation et consommation) pour l'enveloppe personnel. Les restes à payer comprennent donc uniquement des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Le niveau des restes à payer au 01/01/2020, suite à l'actualisation liée au compte financier 2019, s'élevait à 30,3 M€ et comprenait essentiellement :

> 7,7 M€ concerne des engagements hors opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus. La part de RAP la plus significative se rapportent aux directions du patrimoine et de la logistique hygiène, sécurité, pour un montant total de 3,5 M€

> 22,5 M€ concerne des engagements sur opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus. La part de RAP la plus significative se rapportent aux deux opérations immobilières du CPER, pour un montant total de 20,4 M€.

Selon l'hypothèse d'une exécution à 100% tant en dépenses qu'en recettes, au regard des enveloppes budgétées et ajustées par le présent budget rectificatif, Le niveau prévisionnel actualisé des restes à payer au 31/12/2020 s'élèvera à 19,2 M€, et se déclinent ainsi :

> 8,6 M€ concerne des engagements hors opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus. La part de RAP la plus significative se rapportent aux directions du patrimoine et de la logistique hygiène, sécurité.

> 10,6 M€ concerne des engagements sur opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus. La part de RAP la plus significative se rapportent aux deux opérations immobilières du CPER, pour un montant total de 8 M€.

L'appréciation de ce niveau prévisionnel au 31/12/2020 est à relativiser car son évolution prévisionnelle sera impactée par le dernier budget rectificatif qui inscrit entre autres la déprogrammation de crédits en 2020 / reprogrammation des crédits en 2021 au titre des opérations pluriannuelles se poursuivant.

Le **budget rectificatif n°1** soumis du Conseil d'administration comprend les tableaux suivants **pour vote** :

- le tableau des autorisations d'emplois ;
- le tableau des autorisations budgétaires ;
- le tableau d'équilibre financier ;
- la situation patrimoniale (résultat prévisionnel) ;
- le tableau agrégé des opérations pluriannuelles en dépenses et en recettes.

Le budget comprend également des tableaux soumis au conseil d'administration **pour information** :

- le tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ;
- le tableau des opérations liées aux recettes fléchées ;
- le tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation ;
- le plan de trésorerie ;
- le tableau de synthèse budgétaire et comptable.

Saint-Denis, le 22 octobre 2020

Le Directeur des finances et de la comptabilité

Arnaud TESTULAT

